

# DOSSIER INTELLECTUELS ET COMMUNISMES

Un inédit d'Althusser

Entretien  
avec Edgar Morin

Carte blanche  
à Axel Kahn

# NOUVELLES Fondations

Trimestriel n° 3/4 – année 2006 – 25 €



# CONTRADICTIONS ET PARADOXES DANS LE MONDE ARABO-MUSULMAN

KARIM MROUÉ\*

Le Moyen-Orient connaît une suite effrénée d'événements de très grande ampleur : guerres civiles, guerres menées par les grandes puissances contre les États de la région, et enfin ingérence des grandes puissances régionales dans les affaires des petits États qui leur sont frontaliers. D'autres phénomènes frappent cette partie du monde.

Des divisions violentes au sein d'un même peuple et des conflits internes en tout genre éclatent ici et là ; le tout étant instrumentalisé par des forces étrangères qui, par ce « soutien », n'ont en réalité qu'un seul objectif : sauvegarder et accroître leurs intérêts politiques et économiques dans la région. Certaines forces occidentales (organisations politiques ou associatives) adoptent des positions hésitantes face aux problèmes que connaît la région. Ce qui, en un sens, révèle leur incapacité à appréhender l'origine et les différentes expressions de la crise qui frappe cette partie du monde. Ce n'est pas le seul ennui : à ce fatras de faits enchevêtrés, viennent s'incorporer d'autres phénomènes, très difficiles à cerner... du moins de prime abord.

Mais ce marasme ambiant ne renvoie-t-il pas, dans l'ensemble des pays de la région, à cette manifestation exacerbée du fondamentalisme islamiste ?

L'islamisme varie selon ses genres, ses buts et la nature des forces auxquelles il appartient : à ce propos, il serait erroné de confondre le Hezbollah libanais, Ben Laden et Zarkaoui. Il est évident que l'islam n'est pas instrumentalisé de la même manière par ces différents

acteurs. Les buts – avoués ou non – et les modes poursuivis dans le combat politique armé de chacun sont sensiblement différents. Nous commettrions donc une erreur si nous ne percevions dans ce phénomène aux expressions très diverses que ce socle unique sur lequel s'appuieraient les différents acteurs : l'islam.

À ce titre, attardons-nous un instant sur trois faits récents : la réaction aux caricatures qui portent atteinte au prophète Mahomet au Danemark, les manifestations contre cette autre caricature transmise par la chaîne de télévision libanaise LBC et qui, elle, affecte la stature du chef du Hezbollah Hassan Nasrallah, et, enfin, les retombées du discours du pape Benoît XVI, discours qui du reste, véhicule de nombreux propos désuets, dirions-nous, concernant l'islam et les conquêtes musulmanes.

En Occident, la réaction à ces trois événements a pour fondement la peur de la différence, cette peur qui conduit à la négation de « l'autre », cet autre étant perçu comme étrange et étranger, essentiellement en raison de la religion qu'il pratique. Les puissances étrangères quant à elles – aussi bien les États-Unis que d'autres forces politiques et sociales occidentales – voient se profiler, à travers les différentes réactions musulmanes, le visage de l'ennemi, du terroriste à qui il faut déclarer la guerre. Or, l'attitude du monde musulman est vite condamnée, sans qu'au préalable on n'ait entrepris un travail de recherche sérieux et profond. Un travail qui interrogerait aussi bien l'histoire ancienne que contemporaine, et qui comprendrait cette dimension relationnelle complexe que cette région entretient avec le reste du monde.

Il relève donc de notre devoir, nous les habitants de cette partie du monde, de proposer quelques réponses aux problématiques essentielles posées par cette crise. Cette crise n'est pas née brusquement, certes. Il faut savoir néanmoins qu'elle n'a pas de contours déterminés ni même clairs ; elle s'est forgée petit à petit, au travers d'expériences différentes. Cette crise a par

\* Membre du Parti communiste libanais depuis 1952. Élu en 1964 au Bureau politique, il devient secrétaire général adjoint de 1984 à 1992. En 1999, il quitte la direction du Parti pour se consacrer à la recherche et à la revue culturelle et théorique *Al Tariq*. Auteur de nombreux ouvrages et essais sur la crise du socialisme, du mouvement de libération nationale et de la pensée marxiste arabe. Dernier ouvrage publié en français : *Communistes dans le Monde arabe*, avec Samir Amin, préface de Georges Labica, Le Temps des cerises, 2006.

ailleurs généré d'autres phénomènes et de natures diverses, mais nous évoquerons ce point un peu plus loin dans ce travail.

Dans un premier temps, citons quelques-uns des facteurs essentiels et profonds qui ont conduit à cette crise : propagation des gouvernements autoritaires dans la région, faiblesse du rôle joué par la politique en raison de l'absence des libertés civiles, recul du rôle des partis et de la société civile, émergence de divisions d'un genre nouveau (divisions familiales et régionales), non-participation des classes populaires à la conception et à la mise en œuvre de l'intérêt général, généralisation du désespoir, surtout chez les jeunes, recours croissant des citoyens à des paramètres identitaires : religion, tribu, famille, clan... Ces éléments révèlent, dans leur ensemble, une désagrégation des structures de l'État et stigmatisent l'absence de tout dialogue national dans ces pays.

**L'ORIGINE DE LA CRISE DANS LA RÉGION** Il nous faut donc examiner l'histoire ancienne et contemporaine si nous voulons saisir la portée de tous ces phénomènes nouveaux évoqués plus haut. Bien qu'il ne s'agisse pas ici de s'aventurer dans les dédales de l'histoire, nous devons néanmoins signaler, et en tout premier lieu, que les pays de cette région ne se sont pas construits sur le même mode. Il existe en effet une différence de taille entre, d'une part, l'ensemble comprenant l'Iran, la Turquie, le Pakistan et l'Afghanistan, et d'autre part, les pays arabes du Machrek et du Maghreb. De même qu'il n'existe pas, là non plus, de « monde arabe » à proprement parler, monde au sens de partie géographique et historique homogène : les États arabes se distinguent les uns des autres par une histoire particulière et récente, axée sur une indépendance nouvellement obtenue. C'est la raison pour laquelle nous devons nous abstenir de recourir à une lecture unique lorsqu'il s'agit de traiter de ces pays ; une distinction doit être faite selon les données géographiques, historiques et sociales qui sont à notre disposition. Il serait donc intéressant, dès lors, d'étudier ce que ces pays partagent aujourd'hui, sans omettre ce qu'ils ont eu en commun par le passé.

Le dénominateur commun à ces pays, le plus important dirions-nous, est bien entendu l'islam. L'islam sunnite est sans conteste la religion prédominante, mais l'islam chiite – fortifié par la révolution islamique en Iran – pénètre avec de plus en plus d'énergie certains pays arabes. Le Liban constitue à cet égard une exception en raison de la pluralité confessionnelle qui y a cours.

Beaucoup parmi les pays de la région, en raison de leurs ressources extraordinaires en pétrole et en eau, se sont engagés une fois l'indépendance acquise dans

d'importants conflits, à la fois interétatiques et internes. Toutefois, ce sont incontestablement les relations que ces pays entretiennent avec les grandes puissances – qui désiraient et désirent toujours mettre la main sur leurs richesses, et disposer du destin de leurs populations – qui les déstabilisent le plus. Ainsi, ce sont aussi bien les conflits internes, les guerres civiles que les guerres qui les ont opposés aux puissances occidentales qui ont contribué à enfermer les États de cette région dans une déchéance politique, économique, sociale et culturelle. Les populations demeurent prisonnières de la pauvreté et des maladies, mais aussi de l'analphabétisme qui n'a pu être éradiqué malgré la construction d'écoles et d'universités. Quant aux savoirs acquis dont disposent les générations successives, ils gagneraient à bénéficier d'une orientation allant vers l'intérêt social. Or, ces savoirs peinent à mettre sur pied des projets de développement dans la mesure où ceux-ci ne sont pas portés par une réelle prise de conscience.

Ces réalités historiques, politiques et sociales que nous avons pointées du doigt suffisent-elles à délimiter l'origine de la crise ?

Quelle que soit la pertinence de notre propos, nous sommes face à une nécessité de pousser la réflexion : allons donc plus au fond des réalités de cette crise. Découvrons ses racines et interrogeons ses causes et ses conséquences. Le fondamentalisme n'existe qu'à l'aune de ces réalités-là, qu'il soit mené au nom de l'identité religieuse, de l'identité régionale ou des appartenances familiales ou claniques.

**AUTORITARISME, FICIONS IDENTITAIRES ET ÉCHECS ACCUMULÉS** Les pays de la région diffèrent de par les régimes politiques qui y sont établis. Il ne s'agit pas ici de distinguer entre monarchies et républiques, mais de s'arrêter quelques instants sur la nature politique et sociale de ces systèmes politiques. Car si la Turquie est restée fidèle à ses principes laïques hérités de Mustapha Kemal, l'Iran – après la victoire de la révolution islamique – s'est engagé dans la voie d'un système politico-religieux influencé par l'identité chiite et persane. Et bien qu'en apparence le gouvernement iranien semble être un gouvernement républicain et multipartiste, il est en réalité islamiste et autoritaire.

Pour ce qui est des pays arabes, ceux-ci ont connu au lendemain des indépendances soit des régimes politiques autoritaires (monarchiques, dynastiques et islamiques), soit des régimes républicains parlementaires rapidement transformés en régimes autoritaires héréditaires par des coups d'État militaires successifs. Ces régimes se sont appuyés au départ sur des formules nationalistes, et ont eu recours pour asseoir leur autorité à une organisation militaire. Cette structure mili-

taire est généralement dichotomique : forte lorsqu'elle opprime le peuple, elle est néanmoins faible et vaincue lorsqu'elle affronte les puissances occidentales, dont l'État d'Israël. D'ailleurs et à ce propos, ce dernier a vu le jour suite à l'adoption d'une résolution par l'Organisation des Nations unies, au moment même où la majorité des États arabes modernes commençaient à peine à se former. Depuis, ces régimes autoritaires demeurent porteurs de slogans nationalistes et démagogiques, appelant à l'unité du monde arabe, défendant avec quelque hypocrisie l'identité nationale arabe et l'héritage légué par la civilisation islamique, refusant la reconnaissance des minorités qui se trouvent sur leur sol, les privant ainsi de leurs droits les plus élémentaires tout en pratiquant la répression la plus sévère à leur encontre au travers de guerres éreintantes (Irak, Soudan).

Et comme les dirigeants de ces régimes n'avaient (et n'ont toujours) pour souci que de préserver leurs privilèges, quel qu'en soit le prix, ils ont dès lors transformé leurs pays, à travers la répression et la dissuasion, en pays faibles et insuffisamment développés, où la corruption et la pauvreté sévissent, où la culture et les connaissances déclinent et où la conscience est défigurée.

Malgré tout cela, nombre de ces dirigeants ont réussi à rallier à leur « cause » une partie de la population qui, soucieuse de préserver ses intérêts, craignant également la répression et désespérant de tout changement positif, lui devient acquise. Dans ce paysage de politique d'intérêts personnels, la conséquence directe est un verrouillage de la vraie politique. Le rôle des partis s'est alors affaibli, ainsi que celui de la société civile. Ce marasme engendre un nouveau climat : les uns et les autres, partis politiques comme organisations culturelles, se retournent vers les anciennes doctrines, vers les religions, les familles et les clans.

Ainsi sont nés, dans l'ombre de la pauvreté, du désespoir, du besoin et de la peur de l'avenir, les mouvements fondamentalistes. Cela ne s'est pas fait en un jour : ces mouvements islamistes ont bien été malmenés, mais plus ils ont subi la répression et plus ils ont fait preuve de violence. Signalons ici qu'en cela leur présence dans le paysage politique a été largement renforcée par les défaites qu'ont connues les armées arabes lors des guerres qui les ont opposées à Israël et dont, rappelons-le, le slogan hypocrite brandi était : « Aucune voix ne dépassera celle de la bataille pour la libération de la Palestine. »

Paradoxe politique : ces défaites militaires vont servir les régimes arabes autoritaires. « Militariser » la vie devient une aubaine et c'est ainsi que les régimes étendent davantage la répression, parvenant ainsi à pré-

server toute leur autorité. Pendant ce temps-là, les mouvements fondamentalistes ne sont pas en reste : ils réussissent à leur tour et à leur manière, à propager leur influence. Ils se transforment même en véritables forces destructrices, aidés en cela par l'accroissement des ingérences des États-Unis. Cette ingérence, rappelons-le au passage, est évidemment justifiée par cette nécessité impérative à laquelle s'est astreint le géant américain : offrir, à tous ces pays, la démocratie. Or, le but de cette ingérence américaine n'est rien d'autre que d'étendre son pouvoir sur la région et sur ses ressources, soutenue dans son entreprise par les dirigeants arabes eux-mêmes.

Toutefois, la prétendue défense de l'identité nationale et de l'identité religieuse s'est vite transformée en fermeture sur soi, en refus de l'autre, creusant ainsi davantage le sous-développement déjà existant. Tout ce qui naguère provenait de l'Occident est désormais perçu comme une menace potentielle des identités locales. C'est dans cette méfiance généralisée que les savoirs acquis de l'étranger sont congédiés : tout apport extérieur est à présent soupçonné, qualifié d'importations dangereuses qui sont autant d'offenses des identités religieuses et nationales.

Les élites politiques et culturelles ont d'ores et déjà oublié que les identités des peuples ont constamment besoin de s'enrichir et de se développer, afin d'interagir de manière féconde avec les autres cultures et avec les productions mondiales porteuses d'éléments essentiels à ce rayonnement dont l'humanité a besoin. Les mouvements contestataires dans la région représentent, quant à eux et à notre sens, l'expression actuelle de ce dont souffrent les pays arabes : qu'il s'agisse des relations des gouvernements avec les peuples ou de celles entre les peuples et les élites politiques et culturelles.

#### LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

● **Palestine, Irak, Liban** Nous devons nous arrêter un court instant sur une crise qui, malgré ce qui est entrepris pour la régler, ne bénéficie pas de l'attention et de l'intérêt qu'elle mérite de la part de la communauté internationale : il s'agit du conflit israélo-arabe. Le nœud de cette crise réside sans doute dans le droit du peuple palestinien à un État indépendant conformément à la résolution des Nations unies datant de 1947 qui préconise l'établissement de deux États, l'un arabe et l'autre hébreu. La crise palestinienne comporte des dimensions dépassant la Palestine elle-même. Cinquante-huit années de conflit israélo-arabe ont généré une destruction matérielle et humaine importante dans la région, ainsi qu'une crise internationale complexe menaçant la paix à la fois dans la région et dans le monde. La dernière



guerre du Liban est l'une de ces guerres qui entretient un rapport étroit avec le conflit israélo-arabe ; elle est, comme les guerres israélo-arabes qui l'ont précédée, productrice de tensions.

Il est donc impératif que la communauté internationale adopte une démarche politique responsable afin de traiter les origines de cette crise. Il n'est plus tolérable qu'Israël s'obstine à refuser le droit du peuple palestinien à ériger un État indépendant. Israël, pour justifier la répression féroce sur le peuple palestinien, avance que ce dernier a recours au combat armé pour défendre sa cause. Ce prétexte conduira à rendre cette crise encore plus complexe, augmentera le nombre des morts et des destructions, et élargira le cercle du fondamentalisme.

Ce à quoi on assiste aujourd'hui en Palestine est une véritable tragédie, et dans tous les sens du terme : c'est la destruction d'un peuple qui se déroule devant nos yeux, un peuple qui réclame pourtant ses droits légitimes. Cette tragédie qui affecte le peuple palestinien atteint également l'ensemble des pays arabes et le peuple israélien lui-même. C'est un point de tension qui se diffuse en permanence dans la région et dans le monde. Il est dès lors nécessaire d'y mettre un terme, en forçant par tous les moyens Israël à engager de véritables pourparlers qui conduiront à construire un État palestinien étendant sa souveraineté sur les territoires tels qu'établis en 1967, avec Jérusalem-Oriental pour capitale. Cette solution pourrait mettre un terme aux conflits, et amoindrir l'impact des mouvements fondamentalistes.

Sans trop nous attarder sur l'invasion américaine en Irak, ni sur les ingérences dans les pays qui lui sont frontaliers, nous voudrions néanmoins préciser que la crise irakienne n'est que le résultat de quarante années d'autoritarisme conduites par le régime qui a gouverné ce pays, entraînant déliquescence matérielle et morale. Nous devons saisir ici que le conflit en Irak est un conflit dans lequel s'ingère l'ensemble des pays dictatoriaux de la région, dont l'Iran et la Syrie qui n'ont pas intérêt à ce que l'Irak devienne, après la chute du régime de Saddam Hussein, un régime démocratique et multipartiste. Et, curieusement, ces conflits ont tendance à se transformer en conflits religieux, opposant les gouvernants les uns aux autres. L'islam sunnite majoritaire dans la région s'oppose désormais à l'islam chiite sous patronat iranien, qui dispose pour renforcer son influence de deux pôles : l'Irak et le Liban.

**LES TRACES INDÉLÉBILES DE L'EFFONDREMENT DES PROJETS DE CHANGEMENT DÉMOCRATIQUE** Il est impossible d'analyser les crises que connaissent les pays de la région sans évoquer le recul d'importants projets de réforme qui ont eu pour

porte-drapeau le communisme, le socialisme et les mouvements de libération nationale.

Signalons tout de suite une donnée historique non négligeable : les mouvements de libération nationale ont participé à leur propre destruction, ils ont contribué à consolider l'autoritarisme et en sont devenus les premières victimes. Il ne s'agit pas, d'un point de vue historique, de la période qui a suivi la chute de l'Union soviétique et des pays de l'Europe orientale qui ont suivi le même modèle du socialisme soviétique ; l'effondrement des projets de réforme a commencé bien avant cette date. Et si les raisons de cet effondrement sont multiples, son origine la plus importante, celle qui pourrait lui être imputée le plus facilement à notre sens, tient dans les conditions de vie difficiles dans ces pays, difficultés causées par la domination des régimes autoritaires durant de longues périodes. Ce n'est pas tout : il faut dire ici que les partis d'obédience socialiste ont été incapables de se positionner clairement dans leur environnement culturel, certains parmi eux ont même rejoint le pouvoir autoritaire en place, au nom du socialisme. Ils n'ont pas réussi à protéger leur indépendance, et se sont de ce fait dispersés et fondus, à des niveaux variables, dans les autres mouvances. Ils ont également été incapables de cerner les problèmes auxquels étaient confrontés leurs pays, incapables aussi de délimiter des objectifs réalistes aptes à provoquer le changement.

Pour ce qui est des autres raisons qui ont fait échouer les projets de réforme, elles sont imputables aux relations qu'entretenait l'Union soviétique avec les partis communistes, les partis de gauche et les mouvements de libération nationale. Inutile de dire que le paternalisme avec lequel l'Union soviétique « couvait » ces partis et mouvements a été le corollaire d'une répression violente à l'égard de tous ceux qui n'admettaient pas cette orientation politique.

Une précision cependant : l'abandon des projets de réforme et le retrait de ceux qui les portaient en eux ; tout cela ne s'est pas fait du jour au lendemain.

Il serait très injuste d'ignorer le rôle exceptionnel joué par les mouvements communistes, notamment au début, dans les luttes nationales et sociales, comme il serait ingrat d'oublier les différentes actions menées par bon nombre de partis nationaux dits de gauche. Or, des divisions et divers conflits allaient bientôt éclater entre le courant communiste et le courant nationaliste : les deux s'opposent sur la manière de mener le combat militant et leur désaccord va jusqu'à entacher la marche à suivre pour atteindre les buts, ceux immédiats comme ceux réalisés à plus long terme. De plus, les idées totalitaristes et centralistes dont sont empreints ces deux courants vont creuser davantage le

désaccord, générant ainsi des répercussions très négatives et inscrivant par là même amertume et lassitude dans le paysage collectif de l'ensemble de ces régions. Bien plus : les idées et les slogans prônés par les mouvements nationalistes sont, comme chacun sait, enrobés d'utopisme et les esprits guidés par les sentiments davantage que par le pragmatisme politique. Ce qui, fatalement, va entraîner ces mouvements dans des aventures politiques rocambolesques dont la plus grave, la plus inconsidérée, celle qui aura le plus d'impact négatif sur la région, est bien entendu cette série de guerres menées, de façon pour le moins désordonnée, contre Israël. Ce n'est pas le seul aspect néfaste que connaîtra la région : il y a aussi cette déferlante de coups d'État militaires qui, évidemment, n'a pour but que la mainmise sur le pouvoir.

Il est impossible  
d'analyser les crises  
que connaissent  
les pays de la région  
sans évoquer le  
recul d'importants  
projets de réforme  
qui ont eu pour  
porte-drapeau  
le communisme,  
le socialisme et  
les mouvements de  
libération nationale.

Chacun peut ici deviner les contours du tableau chaotique laissé par ces régimes militaires à vocation totalitaire : les défaites face à Israël en font partie, comme cette répression féroce des minorités nationales et de toute autre forme de contestation. Ceci va avoir pour conséquence désastreuse cela : les populations se détournent de plus en plus des projets de réforme comme des acteurs qui en faisaient la promotion. Ainsi, la place, dorénavant vacante, peut être saisie. Elle le sera, par les fondamentalistes. Désormais seuls sur la place politique, ces derniers peuvent à loisir conduire le débat autour des problématiques portant sur le présent comme sur l'avenir. Quant aux partis communistes et socialistes, ils sont à présent en périphérie. Tributaires d'autorités établies, ils se limitent à accom-

pagner des projets dans des cellules politiques existantes : partis d'opposition à vocation nationaliste ou religieuse, voire salafiste.

#### LA RESPONSABILITÉ DES ÉTATS-UNIS ET LE RÔLE QUE DOIT JOUER LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Il est évident que l'effondrement de l'Union soviétique a eu des répercussions mondiales importantes et l'on peut même parler de désordre à l'échelle internationale. Ce séisme a eu pour conséquence directe le parachèvement d'un monde unipolaire, un monde conduit sous la houlette des États-Unis. Mais ce bouleversement, bien que colossal, ne peut constituer le jalon qui à lui seul expliquerait l'importance du rôle que le capital allait désormais jouer dans la vie des peuples et des nations.

La mondialisation s'est actionnée et a même commencé à jouer un rôle considérable dans le monde depuis les années 70 déjà, probablement avant. Quoi qu'il en soit, à présent et dans ce paysage nouveau régi par une mondialisation capitaliste galopante, le rôle des États-Unis est fatalement renforcé : le géant américain peut à loisir étendre son hégémonie sur le monde, disposer des organisations internationales (les Nations unies), accroître son influence à travers diverses ingérences, et appliquer diverses sanctions économiques.

La mondialisation n'est pas un phénomène inconnu ni nouvellement surgi : Marx a largement traité de la question dans ses ouvrages, *Le Capital* essentiellement, où il a délimité le processus du capitalisme, de l'horizon à la maturation de son développement. Or, la mondialisation comporte deux aspects qu'il faut distinguer. D'une part, le capital peut conduire à l'unification du monde et d'autre part, il peut faciliter la propagation de l'injustice, la répression et l'ingérence dans les affaires des nations et des peuples. Il serait évident de dire ici que ces diverses injustices, perpétrées (et qui se perpétuent encore) à l'encontre des pays et des peuples de cette région ont créé un ressentiment profond et un désespoir pouvant amener certains à s'engager dans des formes de contestation violentes.

Par ailleurs, et en plus des injustices qui découlent directement de la mondialisation, les peuples de ces pays souffrent de la confiscation de leurs droits nationaux, sociaux et humains, le tout étant orchestré par les administrations américaines successives. À titre d'exemple concret, il n'y a qu'à voir le soutien inconditionnel de ces administrations à Israël, et, en même temps, cette prise en compte, à peine frileuse sinon hésitante, des droits légitimes du peuple palestinien. Droits dont se préoccupe très peu la communauté internationale, alors que l'on sait l'importance très profonde, voire cruciale, que cette question requiert dans l'esprit et la vie de chaque habitant de cette région du monde.

Il serait judicieux ici d'exposer les causes principales qui ont conduit (et conduisent encore) les peuples, les partis politiques et les diverses organisations culturelles à différer, voire négliger la réflexion autour du danger des fondamentalismes religieux. Certes, on sympathise non seulement avec le Hezbollah et le Hamas mais aussi avec Ben Laden au moment même où chacun est mu par le désir d'oublier les injustices du régime de Saddam Hussein. Mais ce refus de réflexion et de mise en cause puise ses racines dans cette rancune qui grandit contre les États-Unis, contre Israël et le sionisme mondial. Aujourd'hui, le fiel populaire se découvre un autre objet : la communauté internationale qui semble incapable de faire face à la barbarie américaine et au racisme israélien. L'organisation des Nations unies n'échappe pas à la rancœur collective car elle peine à exécuter les résolutions en rapport avec les droits des peuples de la région, y compris le droit légitime du peuple palestinien d'avoir un État légitime, indépendant et souverain.

**BREFS BILANS ET SOLUTIONS IMPÉRATIVES** Cette recherche n'a pas pour but d'interroger tous les contours ni de mesurer toute la profondeur des grandes questions auxquelles sont confrontés les peuples de la région du Moyen-Orient. Elle se propose encore moins d'apporter des solutions. L'objectif principal de ce travail est d'éclairer autant que possible certaines problématiques, et d'inciter la communauté internationale à les considérer d'un œil nouveau, avec une approche plus juste, et ce dans l'intérêt des peuples de ces régions et conformément à la légitimité internationale. Je me permettrais néanmoins de présenter quelques conclusions où je tenterai de préciser clairement certaines questions qui pourraient constituer une base de lecture pertinente. Il est temps, il est vrai, de mettre un terme à cette crise, afin de sauver la paix dans la région et dans le monde. Il faut venir en aide à ces peuples qui subissent l'injustice (que ce soit de la part de leurs gouvernants ou de l'extérieur) et leur permettre de décider librement de leur destin, sans ingérence aucune. Je voudrais toutefois commencer par rappeler quelques évidences – ou ce que je considère comme telles – dans la manière d'engager le dialogue avec les peuples de ces régions. À mon sens, il existe quatre *impossibles* qui se présentent comme suit :

- Il est impossible de vouloir imposer le bonheur à un peuple sans son consentement. Cette attitude conduit généralement à l'inverse de ce qui est escompté. Toute ingérence est par conséquent à bannir. À ce propos, l'exemple de l'Afghanistan est éloquent, qu'il s'agisse de l'ère soviétique ou de l'époque actuelle.
- Une révolution victorieuse ne doit pas tenter, à travers la violence ou par d'autres moyens, d'exporter son

idéologie laïque ou religieuse. Ce chemin est semé d'embûches. L'exemple de la révolution islamique iranienne exportée au Liban et en Irak illustre le danger que représente cette perspective. Nous devons rappeler également à ce propos les ingérences de l'Union soviétique en Europe orientale à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et les conséquences auxquelles ces ingérences ont conduit un demi-siècle plus tard.

– Une puissance mondiale telle que les États-Unis ou même des puissances de moindre portée comme Israël ou la Syrie doivent se garder de mener des entreprises hasardeuses. Quelques exemples peuvent illustrer notre propos : l'invasion de l'Irak, la répression sauvage menée par Israël à l'encontre du peuple palestinien et l'intrusion syrienne au Liban afin d'imposer la tutelle

Les peuples  
de la région  
doivent se  
débarrasser  
des régimes  
totalitaires,  
nationalistes  
et religieux, et  
se libérer  
de toutes  
les formes de  
répression  
qui empêchent  
la région d'entrer  
de plain-pied  
dans le monde  
moderne.

sur ce pays. Les prétextes mis en avant par ces puissances ainsi que les faux-fuyants sont nombreux, mais aussi connus ; inutile par conséquent d'entrer ici dans ces détails.

– On ne peut accepter qu'une force, quelle qu'elle soit, s'engage dans une répression à l'encontre de mouvements religieux, avec cet amalgame qui est généralement fait et qui met dans le même sac des mouvements barbares et archaïques (Zarkaoui et Ben Laden) et des mouvements qui s'engagent dans une lutte armée pour une cause nationale juste (le Hez-

ollah libanais et le Hamas palestinien). Combattre ces deux types de mouvements au nom de la guerre contre le terrorisme, sans les distinguer, conduira aussi bien l'honnête homme que les élites politiques et culturelles à les soutenir, au point de justifier l'injustifiable comme ces attentats suicides qui, du reste, sont condamnés par toutes les religions, et notamment par l'islam.

À mon sens, il est inconcevable que la communauté internationale ne soit toujours pas en mesure de trouver une solution juste à la question palestinienne. Qu'elle ne soit pas non plus parvenue à amener Israël et les États-Unis à reconnaître le droit du peuple palestinien à un État indépendant et souverain.

Il est clair que plus Israël tardera à trouver une solution à cette question, plus la haine et le racisme contre les Arabes prendront de l'ampleur au sein même de sa société. De la même façon, la haine grandira du côté des Palestiniens et des Arabes et aura pour cible Israël et le peuple juif. Pour ce qui est du dossier nucléaire iranien, disons qu'il comporte à notre sens deux volets : certes, l'Iran, en tant que nation souveraine, a le droit légitime d'enrichir de l'uranium en vue d'utiliser l'énergie nucléaire civile, mais le problème réside aussi dans cette intention cachée de l'Iran de fabriquer une bombe atomique. L'Iran tente de se défendre en objectant qu'Israël possède lui aussi l'arme nucléaire, que cet État refuse les inspections de l'AIEA, viole les droits du peuple palestinien, envahit le Golan syrien et refuse de se plier aux résolutions internationales... Toutes ces objections ne peuvent faire oublier la possession par l'Iran de l'arme nucléaire et ne la justifient point, mais elles actualisent la vérité suivante : la répression engagée par Israël à l'encontre du peuple palestinien. Nous estimons dès lors que le traitement du dossier nucléaire iranien doit prendre en compte cette réalité israélo-palestinienne.

On ne saurait finir ce travail de recherche sans convoquer les forces démocratiques en Europe et dans le monde qui sont mues par le désir de soutenir les peuples du Moyen-Orient dans leur lutte. Ces forces doivent prendre conscience que l'aide qu'elle prodigue n'aboutit pas à des résultats concrets : la mainmise américaine sur le monde est toujours aussi forte. Il est temps par conséquent de changer d'optique et de cultiver un véritable discernement quant à la manière de traiter ces deux questions fortement liées : les conditions et les demandes des peuples opprimés d'une part, et l'ingérence sauvage et aveugle américaine dans les affaires des nations et des pays de l'autre. Signalons au passage le retard et le rôle de plus en plus défaillant des Nations unies dans la région depuis la

Seconde Guerre mondiale. Il est primordial de faire en sorte que l'organisation des Nations unies recouvre sa fonction initiale, qu'elle soit libérée de toute pression éventuelle, et qu'elle puisse exécuter les résolutions qu'elle adopte, garantissant ainsi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dans ce contexte, le travail des forces démocratiques dans le monde acquiert une importance cruciale. Ces forces peuvent se constituer en un mouvement nouveau dont la devise serait : « La mondialisation humaine doit remplacer la mondialisation capitaliste sauvage. » Ce mouvement aura toutes les chances de créer une civilisation mondiale humaine, enrichie de l'interaction démocratique véritable entre les cultures du monde entier. Quant aux peuples de la région, ils doivent se débarrasser des régimes totalitaires, nationalistes et religieux, et se libérer de toutes les formes de répression qui empêchent la région d'entrer de plain-pied dans le monde moderne.

Surgit alors la nécessité de la construction de l'État moderne et démocratique. Cette œuvre ne peut se faire qu'à travers la libération de la société des reliquats de la répression. Elle ne peut se faire que par l'élaboration de jalons conducteurs et de projets réels qui permettent un sursaut économique et un éveil social et culturel. Ce qui, à notre sens, désenchaînerait l'individu et le débarrasserait des servitudes identitaires comme des dogmes, ceux-là même qui vident la religion de toute valeur humaine.

On peut à ce moment-là envisager la possibilité suivante : convoquer l'aide des forces démocratiques locales, y compris certains de leurs membres, religieux éclairés, à réinterroger l'islam et à procéder à une véritable réforme religieuse. On peut à loisir s'inspirer de l'histoire de l'islam comme du mouvement de la *Nahda* (« Renaissance ») arabe – mouvement répandu au XIX<sup>e</sup> siècle qui a subi parallèlement répression intérieure et extérieure.

Néanmoins, l'entreprise la plus considérable serait que les forces de gauche, communistes, socialistes et nationalistes fassent l'effort de recouvrer leur ancien rôle sous un mode nouveau et contemporain, et qu'elles se libèrent enfin de tous les schémas de pensée qui étaient les leurs et qui, au lieu de faire leur force, ont stigmatisé leur faiblesse.

Voilà quelques propositions que j'ai tenu à exposer dans ce travail de recherche. Il s'agit de questions fort complexes et d'une région baignant dans une grande instabilité. Nous sommes littéralement face à une spirale dangereuse qui menace la paix dans la région et dans le monde. ●

Beyrouth, 10 octobre 2006  
Traduit de l'arabe par Sarah Bakka